



# CAHIERS DU CRPS

## CENTRE DE RECHERCHE POUR LA PROMOTION DE LA SANTE



Volume IV, N°1  
Janvier– Juillet 2016  
Page : 93-108

### *Acte de la conférence*

La conférence a débouché sur les actes dont la teneur ci-dessous :

1. La question de la malnutrition est définie clairement en précisant qu'une bonne santé repose d'abord sur l'accès à une nutrition de qualité. Il apparaît qu'à l'instar des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), les Objectifs de Développement Durable (ODD) ne peuvent pas être atteints si une bonne nutrition de la population n'est pas assurée. L'évidence illustrée par la détermination actuelle de la Banque mondiale d'investir dans de la nutrition par le biais de diverses stratégies, considérant l'un des principaux objectifs de développement durable dénommé 'Faim Zéro' qui illustre la volonté de pourvoir aux besoins nutritionnels des populations. En République Démocratique du Congo (RDC), le Gouvernement a pris quelques initiatives pour combattre la malnutrition, notamment la création du Programme National de Nutrition (PRONANUT) et le Comité National Multisectoriel de Nutrition (CNMN). Ceci est étayé par le fait qu'une bonne nutrition assure la croissance normale chez l'enfant et la possibilité de favoriser l'augmentation de la production en bas âge et que la RDC et le Tchad figurent parmi les pays les plus touchés par la malnutrition en Afrique. En RDC, la province du Sud-Kivu figure au deuxième rang des provinces les plus affectées, d'où la nécessité de donner suite – de façon plus dynamique et par des approches multisectorielles et novatrices – aux divers mécanismes et initiatives enclenchés depuis plus de quatre décennies. En sommes, pas de développement sans nutrition adéquate.

2. L'état des lieux de la malnutrition et ses corollaires au niveau national et au sein des provinces montre que le Sud-Kivu est la 2<sup>ème</sup> province la plus touchée après le Kasai. Partant des chiffres présentés - différents types de malnutrition chez les enfants à travers le pays depuis 1995 et les données les plus récentes (2013-2014), il s'avère que le phénomène a plutôt pris de l'ampleur au fil du temps, avec des conséquences désastreuses sur bien des plans (sanitaire, économique, social, intellectuel, etc.) à même de miner considérablement le Produit Intérieur Brut (PIB). D'où la nécessité de mettre fin à ce qui s'est avéré un cycle 'trans-générationnel' en agissant le plus tôt possible. L'initiative du Gouvernement Provincial est à louer, dans la mesure où la persistance d'une telle tendance mènerait à un enlèvement dans un "cycle de malnutrition".

3. L'accent est mis sur le constat selon lequel il n'y a pas de développement sans une bonne nutrition et sur la nécessité de prendre conscience du facteur crucial illustré par l'expression "*L'homme, moteur du développement*". Il y a également lieu de noter que les questions relatives à la nutrition/malnutrition ne relèvent pas seulement du secteur de la santé. Référence faite à l'omission de considérer divers aspects – autres que les facteurs liés au seul secteur minier, entre autres l'agriculture – comme étant aussi prioritaire à l'instar de l'exploitation du diamant au Kasai, auraient dû être scrutés.

En plus d'être un vivier de l'élite intellectuelle en RDC, le Kivu n'est pas à court de ressources matérielles dans la mesure où il possède à la fois l'eau et les terres. Aussi, s'avère-t-il que, pour tous les intéressés et intervenants, le meilleur résultat de l'initiative (la Conférence) consisterait en l'intériorisation du fait que chacun soit responsable et qu'il/elle peut agir – à titre individuel – pour renverser la tendance. Ce problème nous concerne tous, car l'avenir de la province, du pays – voire de la région tout entière – en dépend. Les acteurs doivent donc veiller à ce que "après la conférence" ne soit pas égal à "avant la conférence".

4. Ici le concept 'sécurité alimentaire' est considéré comme impliquant i) l'accessibilité des produits alimentaires, ii) l'utilisation desdits aliments, et iii) la quantité de la production (caractérisée par l'évolution de la production en fonction de divers produits et la baisse de la main d'œuvre). La Province du Sud-Kivu illustre un paradoxe en ce qui concerne, d'une part, les énormes opportunités qu'elle renferme et, d'autre part, les disparités criantes qui existent entre les différents milieux/espaces s'agissant de la production. Cet aspect est caractérisé par une divergence des vues sur les questions ayant trait à la production (cultures). Divers facteurs majeurs, dont l'état de pauvreté avancé qui caractérise les populations dans nos milieux ruraux, s'ajoutent aux nombreux défis que rencontre la province pour assurer sa sécurité alimentaire. En guise d'exemple, l'on constate des 'écarts' considérables entre certaines contrées sur le plan 'nutrition', tels que montrés dans une comparaison entre les états nutritionnels respectifs de deux territoires (Fizi et Idjwi), dénotant une différence de presque le double (+70% enregistrés à Fizi). Face aux défis constatés (exploitation inadéquate des ressources hydriques et alimentaires, état nutritionnel catastrophique dans l'ensemble, faible production alimentaire, revenus modiques surtout dans les milieux ruraux, persistance des inégalités homme-femme, commerce transfrontalier non 'régulé', etc.), les pistes de solution préconisées sont : i) la promotion de l'agriculture intensive parallèlement à l'agriculture familiale (ce qui permettrait de booster le revenu surtout chez le paysan), ii) l'accroissement du revenu au niveau des ménages, et iii) l'amélioration des conditions nécessaires pour une paix durable et la cohésion sociale comme pilier crucial pour assurer la sécurité alimentaire. D'où la pertinence du constat « *on ne peut se nourrir que s'il y a à manger* ».

5. Sous l'angle de la sous-nutrition, une rétrospective exhaustive retrace, aussi loin que possible, les situations de malnutrition dans la zone incluant le Kivu dans l'ensemble. Il en ressort que, de l'époque pré-coloniale (où la malnutrition résultait, entre autres, des famines/disettes provoquées par des conflits/guerres entre royaumes), jusqu'aux époques très récentes, en passant par les périodes coloniale et post-coloniale, la malnutrition a affecté – et continue de toucher à divers degrés – plusieurs milieux, pays et régions interlacustres d'Afrique centrale, transcendant le Sud-Kivu ou la RDC. A toutes ces époques, des cas de malnutrition de types et d'ampleurs divers ont été signalés par des chercheurs, entraînant parfois certaines mesures ou interventions pour y remédier. Des nombreux facteurs qui favorisent ou aggravent la situation de la malnutrition, l'on peut retenir la surpopulation, les guerres et les catastrophes (naturelles et/ou humanitaires), l'érosion des sols et le fait que certaines populations adoptent des cultures qui entraînent ou maintiennent la malnutrition relative.

Au cours des années 1916-1917 et 1924-1925, des situations de famine ont été signalées au Kivu montagneux par l'administration Belge, à l'instar des cas de longues périodes de disette enregistrées au Rwanda voisin. S'agissant des situations enregistrées au cours des décennies récentes, il apparaît que l'année 1979 (décrétée alors '*Année internationale de l'enfant*') a constitué une occasion pour les acteurs du Sud-Kivu à réfléchir sur la question en vue de déterminer/appliquer des mesures/interventions capables de pallier la situation (Cf. Symposium qui a consacré la création du Comité anti-Bwaki). En conclusion, il y a lieu de souligner que les assises de cette Conférence viennent à point nommé pour sous-tendre et relancer l'action concrète sur la problématique, en s'attaquant aussi bien aux causes fondamentales qu'à ses diverses corollaires et implications.

6. Une autre rétrospective sur la problématique de la malnutrition au Sud-Kivu met l'accent sur les questions abordées au cours des assises du symposium de 1979, qui ont porté sur divers aspects y afférents, entre autres : i) l'importance de la nutrition dans le développement socio-économique du pays, ii) la croissance de l'enfant africain, la Vision 'Santé pour tous à l'an 2000, iii) le Kivu montagneux et l'Erosion des sols, iv) les réalisations en matière de lutte contre la malnutrition, v) la situation nutritionnelle et l'allaitement maternel au Kivu et vi) la consommation alimentaire au Kivu. En rapport avec les questions débattues, diverses recommandations ont été alors formulées, impliquant plusieurs domaines/aspects, notamment i) le domaine médico-social, ii) le domaine 'Agronomie & Production industrielle et vivrière', iii) l'aspect 'Démographie', précisant les rôles qui incombent respectivement aux organes politico-administratifs et aux services techniques. Par rapport aux aspects fonciers, certaines propositions concrètes ont été faites, suggérant : i) une émigration organisée et planifiée de l'excédent de la population vers des zones d'implantation bien déterminées et préalablement 'apprêtées' à cet effet, et ii) une redistribution équitable des terres entre les habitants appelés à vivre dans l'espace considéré.

7. Des facteurs contextuels qui ont entraîné et/ou exacerbé la malnutrition dans la Province du Sud-Kivu incluent diverses causes, dont l'échec des initiatives locales pour améliorer l'état nutritionnel dans le Sud-Kivu au cours des dernières décennies. En guise d'illustration, après la création du Centre Olame qui consistait en une usine de transformation de céréales en produits de sevrage – donnant suite à certaines résolutions issues du Symposium de 1979 – l'initiative a buté à de nombreuses contraintes qui ont miné sa détermination d'apporter une part de solution à la promotion de la nutrition au Sud-Kivu, entravant ipso facto l'essor de l'entreprise, en dépit de son approche qui intégrait la dimension multisectorielle. Parmi ces contraintes, on peut citer i) les guerres à répétition et conflits subséquents, ii) recours à des produits importés en dépit de la disponibilité des produits locaux, iii) multitude de taxes légales et illégales, iv) revenu insuffisant (salaire modique) des potentiels consommateurs, v) inconsistance/difficulté d'accès à l'eau et à l'énergie nécessaire, vi) les maladies de plantes (Wilt bactérien, Mosaïque du manioc, etc.), vii) investissement public "désarticulé", inadapté aux besoins/attentes de la population en ce qui concerne le secteur agricole, etc. Il est évident que si ces entraves sont levées, l'état nutritionnel de la population s'en trouvera certainement amélioré.

8. Considérant l'échec dans la réalisation des OMD en RDC en dépit des ressources énormes (capital humain et intellectuel considérable) dont regorge le Sud-Kivu, la reconduction des dits OMD en ODD, ainsi que le besoin urgent d'un engagement conséquent en tenant compte du contexte de la province, plus particulièrement les données 'paix' et 'justice'. Considérant également le phénomène 'changement climatique', sur toute l'étendue de la province, du pays et de la région, il est plus qu'opportun que le Sud-Kivu s'engage résolument à lutter contre la malnutrition par une approche multisectorielle et une application rigoureuse au niveau local des différents engagements pris aux échelons national et international. Pour ce faire, l'adhésion aux initiatives qui considèrent la nutrition comme une priorité, et la mise sur pied du Comité Provincial Multisectoriel sur la Nutrition (CPMN) s'avèrent indispensables. Tout le monde (député, administrateur de territoire, Mwami, scientifique, etc.) doit emboîter les pas pour éviter de marquer les pas.

9. Le Gouvernement provincial prend la résolution d'emboîter le pas au Gouvernement central pour s'attaquer à la malnutrition chronique, au vu de ses retombées dévastatrices sur le capital humain dont le pays a pourtant besoin, et d'associer tous les acteurs œuvrant dans la Province. Le Gouvernement provincial reste conscient du rôle du Président de la Conférence dans le plaidoyer au niveau national et international sur les questions relatives à la nutrition au Sud-Kivu. Différents acteurs et intervenants sont encouragés à se joindre aux initiatives de l'Institut international d'agriculture tropicale (IITA-Kalambo) qui s'emploie à mettre en œuvre des interventions novatrices dans le secteur agricole. L'expérience des Suisses en ce qui concerne la culture en altitude/pente (faisant usage de technologies et engins/matériels adaptés à la morphologie des lieux) peut servir de modèle d'inspiration.

L'amélioration de l'état des routes, surtout les routes de desserte agricole dans les zones rurales doit figurer parmi les priorités et la population devra faire montre de 'responsabilité' en entretenant les infrastructures ainsi construites/réhabilitées, alors que les enfants devront respecter la nature. « Si vous ne respectez pas la nature, elle vous règle les comptes ». En même temps, il est nécessaire de

prendre conscience des initiatives des études faites au niveau local pour endiguer la malnutrition. Dans le même ordre d'idée, il y a nécessité de considérer les initiatives destinées à relancer la culture du café et les activités agricoles notamment en milieu rural. Il y a nécessité de mener une évaluation constante et régulière de l'application des recommandations et orientations de la conférence (tous les 3 mois). Il est également grand temps de 'revaloriser' les campagnes, à l'instar des habitants d'autres pays qui se plaisent à passer quelque temps dans leurs campagnes respectives.

10. L'impact de la malnutrition chronique sur la croissance de l'enfant et son développement intellectuel est lié à la qualité de la nutrition. Ceci s'explique par le fait que le système cérébral d'un enfant malnutri se caractérise par un développement inadéquat des neurones comparativement à celui d'un enfant bien nourri qui connaît un développement normal (en nombre et en intensité). Il en résulte une faible productivité scolaire et, plus tard, une faible productivité d'ordres divers (économique, social, humain, etc.), d'où la nécessité de mettre l'accent sur les 1000 premiers jours de la vie – période au cours de laquelle l'enfant a le plus besoin de nutriments – en consentant des investissements importants; par exemple, en consacrant 371 millions de dollars US à la nutrition en une année, on en gagne 591 millions en termes de gains économiques, ce qui soutient l'affirmation selon laquelle la nutrition est plus une question de développement qu'un problème relevant exclusivement du secteur de la santé.

11. Le 'défi faim zéro' constitue le deuxième ODD qui consiste à "éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable" d'ici l'an 2030. Il y a nécessité de fournir des efforts pour assurer une diète minimale acceptable sur toute l'année et de réduire tout gaspillage alimentaire, considérant l'ampleur croissante de la malnutrition entre 2007 et 2014, le nombre de provinces de la RDC menacées par l'insécurité alimentaire (10 sur 26). Ainsi les pistes possibles pour venir à bout de la malnutrition sont : i) l'appropriation/domestication aux niveaux locaux des engagements auxquels la RDC a déjà souscrit en rapport avec la lutte contre la malnutrition, ii) l'amélioration des régimes alimentaires, iii) la révision/adaptation des politiques agricoles, iv) l'accroissement des investissements en faveur des petits exploitants agricoles, et v) la priorité aux interventions multisectorielles qui s'attaquent réellement aux causes avérées du fléau.

12. Les expériences du Rwanda et du Burundi dans la lutte contre la malnutrition utilisant des stratégies multisectorielles peuvent servir d'exemples à la province du Sud-Kivu dans cette lutte. Au Rwanda par exemple, l'expérience a montré l'amélioration des régimes alimentaires de 12 à 33% dans la zone d'étude. Là où l'accès à la terre ne pose pas de problème, l'agriculture familiale associée à la culture intensive peut donner de bons résultats dans la mesure où les deux approches peuvent être appliquées simultanément. Une des composantes de la lutte multisectorielle consiste à fournir aux ménages un appui pour accroître leurs revenus, et sur la base des études de court, de moyen et de long termes, il y a lieu d'améliorer la situation nutritionnelle par la synergie de plusieurs interventions appropriées. Au Burundi, les stratégies appliquées consistent à : i) cibler en priorité le couple 'mère-enfant', ii) initier/ maintenir la collaboration entre acteurs, iii) promouvoir/faciliter l'accès aux soins, iv) impulser un changement de comportement chez les concerné(e)s en rapport avec la santé et la nutrition, v) initier des 'Champs Ecoles Paysans' (CEP) avec un accent particulier sur les jardins potagers, et vi) favoriser la participation de la communauté. Un processus rigoureux de suivi & évaluation ainsi qu'une appropriation effective des initiatives s'avèrent indispensables.

13. La promotion de la nutrition doit être une préoccupation collective, plus particulièrement les décideurs à tous les niveaux de responsabilité (les *Bami*, le clergé, les administrateurs, les Chefs des entités territoriales décentralisées [ETD], etc.). Tout le monde est tenu de s'approprier les messages de promotion d'une bonne nutrition et s'engager à impulser le changement pour l'adoption de pratiques porteuses. Par exemple, un Chef coutumier devra réunir autant de personnes ('mamans-lumières', agronomes, agents communautaires, etc.) pour innover dans le domaine de la nutrition.

14. Il sied de considérer que le rôle de la femme est crucial dans la promotion de la bonne nutrition et de la sécurité alimentaire, de par son apport au sein de la société et les sacrifices qu'elle consent pour élever sa progéniture. Il va donc de soi que la femme – et, par extension, l'enfant – aient gain de cause lorsqu'il s'agit de jouir du fruit de l'effort de la femme. Il est inadmissible que certains hommes qui travaillent moins que leurs épouses aient la grosse part du gâteau et continuent de discriminer celles qui génèrent les ressources. Le nouveau Code de la famille (sous examen au parlement national) illustre la nouvelle vision en redéfinissant les droits de la femme (le droit de posséder la terre, le droit à la prise de décision au sein du ménage, entre autres).

Par ailleurs, il y a lieu d'abolir certaines pratiques traditionnelles ainsi que les us et coutumes rétrogrades qui perpétuent un cycle vicieux de malnutrition chez la mère et l'enfant, afin de garantir l'avenir de nos communautés et, partant, de toute la Nation. En ce qui touche les aspects d'ordre foncier, il y a lieu de mener des activités de sensibilisation ciblant particulièrement des femmes en ce qui concerne l'accès à la terre. Dans la mesure où le niveau d'instruction de la mère revêt une grande importance, d'autant plus qu'il y a une grande différence entre une mère instruite et celle qui ne l'est pas, il y a lieu d'assurer l'éducation de la femme, considérant l'effet d'une telle initiative sur la nutrition au niveau du ménage.

15. La RDC a souscrit au cours des dernières années aux nombreuses initiatives mondiales, avec un accent particulier sur la nutrition, à savoir le mouvement SUN (*Scaling Up Nutrition*) lancé aux Etats-Unis en 2010 et *Nutrition for Growth* (Nutrition pour le développement et la croissance) créé à Londres lors du Sommet mondial sur la nutrition. La RDC a adhéré à ces deux initiatives depuis

2013, souscrivant – à l’instar d’autres pays signataires – aux engagements qu’elles consacrent. Bon nombre desdits engagements ont été respectés ou sont en cours d’application, à l’exception de ceux ayant trait au financement de la nutrition. Nonobstant cette lacune, les structures multisectorielles mises en place intégrant la donne pluridimensionnelle de la nutrition sont opérationnelles à ce jour, des plus hautes instances internationales aux échelons nationaux, au travers des approches adoptées et des réseaux constitués.

16. En se basant sur les résultats des recherches aux niveaux national et provincial, la situation qui caractérise le pays et le Sud-Kivu, démontrant qu’à l’année 2005 les migrations ‘inter-provinces’ auxquelles s’adonnait la population active (20%) en quête d’emploi ou d’opportunités pour initier des activités entrepreneuriales, le Sud-Kivu a été la dernière des destinations choisies (seulement 4,16%). L’on peut en déduire que, dans la mesure où l’industrie constitue, entre autres, une donne non négligeable pour résorber le chômage et, partant, booster le revenu des employés éventuels, le processus d’industrialisation et d’approvisionnement en énergie doit forcément cibler les milieux ruraux. En plus, des facteurs ‘défavorisants’ d’ordres institutionnel et structurel (tracasseries, insécurité, etc.) font que seulement 3% des intéressés résolvent de se lancer dans la petite industrie ; ceci représente une perte énorme au vu de la contribution potentielle de ce secteur pour la formation du PIB, considérant qu’à cette année (2005) plus de 90% des travailleurs congolais étaient absorbés par le secteur informel essentiellement constitué de Petites et Moyennes Entreprises (PME).

17. A travers le monde, la malnutrition affecte à une plus grande ampleur les pays pauvres ou en développement, dont i) 167 millions d’enfants souffrant de malnutrition chronique, ii) 30 et 40% d’adultes souffrant de retombées de carence en vitamines et en iode en Afrique et en Asie respectivement, contre 10-20% en Amérique latine, et iii) les carences en fer très courantes chez les femmes non gravides dans les régions susmentionnées. La situation persiste en dépit de l’implémentation de programmes à grande échelle pour enrichir les aliments et distribuer des compléments alimentaires. Il y a lieu de considérer également les phénomènes récents (mondialisation, changement climatique, progrès scientifiques & technologiques rapides, urbanisation galopante, etc.) qui exacerbent la situation de la malnutrition, d’où la nécessité d’adopter une vision intégrant i) une stratégie rationnelle et efficiente en matière de nutrition, capable de pallier ces contraintes et ii) la prise en compte du fait que la lutte contre la malnutrition requiert une démarche holistique et la participation de l’ensemble des acteurs des secteurs de la santé et du développement.

18. Il s’avère que les solutions idoines pour renverser la tendance doivent s’attaquer simultanément à la malnutrition (en ciblant plus particulièrement la mère et l’enfant), la pauvreté et la dégradation des ressources naturelles à travers les régions tropicales. L’une des pratiques préconisées comme voie de lutte contre la malnutrition et le chômage (à travers l’accroissement de la productivité) consiste à attirer les jeunes de toutes les filières académiques et de toutes les couches sociales dans l’entrepreneuriat agricole, à l’exemple du programme des jeunes initié par l’Institut International d’Agriculture Tropicale (IITA-Kalambo).

19. Il apparaît que l’espace des naissances est indispensable pour réduire la croissance démographique tout en favorisant l’augmentation de la production, ce qui génèrera un impact positif sur l’amélioration de la sécurité alimentaire et, par ricochet, sur la situation nutritionnelle.

20. Les ‘filets de protection sociale’ sont de types différents et varient en fonction des contextes, époques, lieux et groupes sociaux considérés. D’où la nécessité de les catégoriser et d’aborder la malnutrition en fonction de ‘complexes alimentaires’ (agriculteurs, éleveurs, etc.). La malnutrition a existé au Sud-Kivu avant la pénétration coloniale et les communautés confrontées à ce fléau ont mis en place des stratégies précaires ou durables pour la combattre. Pendant la colonisation, les filets consistaient en apprentissage de pratiques agricoles, pisciculture familiale, etc.

Après la colonisation, la stratégie visant la sécurité alimentaire a prôné – entre autres méthodes novatrices – la vulgarisation et l’intensification agricoles pour prévenir et combattre la malnutrition. Cela implique aussi l’élaboration/implémentation de politiques agricoles porteuses, le recours aux approches intégrées, l’application de procédés/processus multisectoriels, la participation de plusieurs acteurs (ONG locales et internationales), etc. Ici, il y a lieu de s’inspirer de l’initiative d’ARC (une ONG locale) qui a inclus dans son approche diverses dimensions, de manière à pourvoir aux besoins d’ordres agricole, hydrique et sanitaire, ce qui démontre qu’on est toujours dans la dynamique de ‘filets’.

21. Il s’avère que les programmes ‘Cash Transfer’ (Transfert d’argent) constituent une approche novatrice adaptée au contexte du Sud-Kivu en tant que zone en situation post-conflit, en ce sens qu’ils permettent aux ménages vulnérables de construire/préserver leurs moyens de subsistance, assurer la sécurité alimentaire, et pallier la malnutrition (surtout en faveur des personnes/ ménages vulnérables). Ces programmes ne sont pas une panacée étant donné qu’ils comportent aussi bien des mérites que des risques, le plus grand avantage consistant en ce qu’ils comportent des effets à même d’atténuer considérablement les facteurs institutionnels de la vulnérabilité, de favoriser la participation communautaire et d’influencer la politique de protection sociale.

Il y a lieu de retenir les leçons des expériences de ces programmes au Kenya, au Mozambique, en Ethiopie et même au Malawi (où ces programmes ont eu des résultats probants dans la réduction des taux de grossesses chez les adolescentes, mariages précoces, propagation des infections sexuellement transmissibles [IST] et d’abandon scolaire). Ceci dénote la pertinence d’assurer la promotion des programmes de transferts sociaux aux vulnérables, programmes qui seraient appuyés par le Gouvernement et ses partenaires de

manière durable, d'où le vœu de voir la RDC appliquer cette approche en passant au mode 'développement' et initier des modèles de plus long terme.

22. Les résultats d'une étude menée entre 2015 et 2016 sur la ville de Bukavu (en ciblant particulièrement les enfants de 0-5 ans) font ressortir deux variables distinctes, à savoir un taux élevé de malnutrition et une variation persistante des prix des produits alimentaires de base (haricots, farine de maïs, viande, riz, poissons frais et poissons salés). Ces résultats montrent qu'il existe une co-intégration entre la volatilité des prix et la croissance du taux de malnutrition, établissant que 80% de la variation des taux de malnutrition reposent sur la volatilité des prix. Ceci amène à recommander, en plus des propositions déjà avancées, i) la mise en place de greniers et ii) l'octroi des subsides pour augmenter et diversifier l'offre agricole et alimentaire.

23. De par les résultats d'une étude intitulée 'La province du Sud-Kivu peut-elle assurer sa propre sécurité alimentaire à l'horizon 2050 ?', il ressort que le gros des produits alimentaires consommés sur l'étendue de la province du Sud-Kivu provient d'ailleurs, y compris le haricot et la banane qui occupent pourtant une place de choix dans les diètes des populations. La cartographie de la province dressée par la même étude précise que, de la superficie totale du Sud-Kivu (64.310 Km<sup>2</sup>), seuls 29.033 Km<sup>2</sup> peuvent être dédiés à l'agriculture, à l'élevage et à la pêche. Il y a lieu de mentionner ici, entre autres, les défis à la situation nutritionnelle dans la Province, notamment i) la limitation des pertes (de l'ordre de 10 à 40%) dans l'exploitation agricole, ii) la disponibilité des surfaces nécessaires pour une agriculture à même de pourvoir aux besoins alimentaires des populations d'ici quelques années et sur le long terme, et iii) la surface totale des espaces requis d'ici 2050 (9.303.564 ha) au cas où la tendance et le contexte actuels persistaient.

Face à ces défis, il leur incombe aux leaders et acteurs œuvrant dans le domaine agricole, sanitaire et de développement d'orienter les agriculteurs en fonction des réalités locales et des perspectives. Pour ce faire, les recommandations majeures consisteraient entre autres à augmenter la production et initier des mesures concrètes pour assurer la sécurité alimentaire, en mettant l'accent sur i) l'élevage du petit bétail et ii) le changement de comportement en ce qui concerne les régimes alimentaires.

24. En référence à la théorie de Malthus qui soutient que "les individus, suite à leur passion, n'arrêteront pas de procréer, alors que la production alimentaire ne croîtra pas au même rythme", il y a lieu d'épingler, dans le contexte du Sud-Kivu, un lien entre la croissance démographique et la dégradation de la sécurité alimentaire. Les résultats de l'étude faite à ce sujet montrent une relation positive entre l'augmentation de la population et la malnutrition, dont il ressort qu'une augmentation démographique de 1% a entraîné une augmentation du taux de malnutrition de 12%, d'où la nécessité d'anticiper pour éviter de tomber dans la théorie malthusienne en mettant en œuvre les mesures préconisées à cette fin.

25. Partant du constat selon lequel, en dépit de toutes les potentialités dont elle regorge, la RDC figure au même rang que le Tchad parmi les pays africains les plus touchés par la malnutrition, il convient de signaler que le Ministère Provincial en charge du Plan est disposé à intégrer le volet 'Nutrition' dans le Plan d'action provincial (PAP), en collaborant étroitement avec tous les acteurs/secteurs/institutions et couches de la société (y compris les chercheurs) pour susciter l'innovation dans la lutte contre la malnutrition. Pour ce faire, des mesures drastiques de prévention/limitation des pertes de fonds doivent être appliquées afin de procéder à une budgétisation conséquente en faveur des initiatives consacrées à la nutrition. En outre, il y a lieu de dresser un plan considérant la nutrition comme 'une priorité pour le développement socio-économique' de la Province incluant des stratégies multisectorielles pragmatiques, et renforcer le Partenariat Public-Privé afin de « produire pour nourrir la population ».

26. Parmi les facteurs liés à l'Economie et l'Industrie figurent la multiplicité des taxes légales et illégales et la corruption ou la tentative de la corruption. Il y a lieu de recommander i) une bonne canalisation des taxes et une vulgarisation conséquente desdites taxes à tous les niveaux, ii) une réduction des taxes régulières ou légales et une abolition des taxes irrégulières ou illégales et iii) des efforts dans le domaine de la gouvernance financière (c'est-à-dire l'orthodoxie financière et une rémunération décente des fonctionnaires travailleurs de l'Etat). L'Assemblée provinciale s'engage à assurer le suivi de l'exécution des actes de cette conférence au travers d'un 'surveillance' parlementaire réglementaire.

27. Les facteurs qui affectent l'agriculture, la pêche et l'élevage, minant de ce fait la sécurité alimentaire au Sud-Kivu sont notamment i) une faible production agro-pastorale (sur les plans quantitatif et qualitatif), (ii) une transformation inadéquate des produits agricoles suite à l'absence/insuffisance de machines et (iii) une affectation inconsistante des investissements dans le secteur agro-pastoral. Des interventions énergiques à cet effet consisteraient en (i) la formation des agriculteurs, des moniteurs agricoles, des pisciculteurs et des éleveurs sur les techniques agricoles novatrices. De telles interventions doivent être implémentées sur la base d'une politique agricole intégrée et adaptée aux réalités locales, de la disponibilité des semences et intrants de qualité et d'une redistribution équitable des terres non exploitées pour les paysans.

Il est aussi indispensable d'assurer la sécurité des personnes et de leurs biens sur toute l'étendue de la province, d'appliquer et de vulgariser les textes légaux en rapport avec le secteur agricole, de suivre et de redynamiser le comité sectoriel agricole. Il y a aussi lieu de fournir de gros efforts pour accélérer la réforme foncière, réhabiliter les routes de desserte agricole, motiver le personnel œuvrant dans le domaine agricole, subventionner les initiatives pertinentes (programmes agricoles, centres de recherche, organisations paysannes et agri-entrepreneurs), et organiser des séances d'échange d'expériences entre producteurs.

28. S'agissant de l'Administration, de la Politique Publique et de la Gouvernance, les défis sont immenses en ce qui concerne la politique de la sanction, les conflits intercommunautaires, l'accès à l'information, la coordination des interventions et l'accès aux services de base. Il y a lieu de promouvoir i) l'obligation de rendre compte, le suivi et l'évaluation, les exercices d'audit et l'éducation à la nouvelle citoyenneté, ii) la participation/intervention des dirigeants politiques (en cas de conflits intercommunautaires), la formation des journalistes et des spécialistes en nutrition, et iii) la restauration de l'autorité de l'Etat, notamment par la dynamisation des services de contrôle et de transformation des produits locaux (colorants, boissons, etc.).

29. Les infrastructures routières (plus spécialement les routes de desserte agricole) et la sécurité foncière passent pour des impératifs incontournables pour améliorer la nutrition en faveur des populations. Il s'avère donc urgent de i) mettre sur pied un comité de pilotage pour s'occuper des routes, de déterminer chaque année les routes de desserte agricole à réhabiliter et d'amener la population locale à s'investir dans la protection et le respect des normes relatives à la maintenance des routes, ii) éradiquer l'insécurité en neutralisant les différents groupes armés, et iii) reformer la loi en fonction des exigences de développement en innovant dans la restructuration du plan de zonage agricole, en instituant un statut foncier légal en faveur de la femmes des milieux ruraux, en 'stabilisant' les peuples autochtones, en revisitant le contrat de concession foncière et en mettant en place un mécanisme de médiation en matière de conflits fonciers.

30. Du point de vue des services sociaux de base (Santé, Education, Eau-Hygiène-Assainissement et Protection Sociale), il y a nécessité de/d' i) accroître le budget alloué à ces secteurs, ii) disponibiliser les intrants de base, iii) orienter les interventions vers le type 'village assaini' au Sud-Kivu, iv) élaborer et exécuter un plan stratégique multisectoriel de promotion de la nutrition au niveau provincial. Ce plan devra intégrer les prescrits de la bonne gouvernance dans les actions à mener, la communication pour le changement de comportement en la matière et la vulgarisation des politiques et directives sur la nutrition en milieu scolaire, ainsi que le programme national sur la nutrition.

En somme, le gros des travaux de la Conférence se résume en 4 phrases, comme suit : i) La malnutrition sous toutes ses formes est un danger qui détruit tout le monde, ii) Une bonne nutrition est un gage de développement, iii) Les réseaux disponibles doivent s'approprier les interventions directes (allaitement maternel, augmentation de la production agricole, etc.), et iv) La réussite passe par une approche globale et par le travail de collaboration étroite ('la main dans la main').